

Envoyé en préfecture le 16/02/2026

Reçu en préfecture le 16/02/2026

Publié le

ID : 033-200083830-20260216-ARVDL\_1140-AR



**DÉCLARATION PRÉALABLE  
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**N° DP 033 380 25 00043 déposé le 26/11/2025**

**Avis de dépôt affiché en mairie le 26/11/2025**

<b>Par :</b>	<b>Madame</b> [REDACTED],
<b>Demeurant à :</b>	<b>47 Route de la Colline Les Rodiers - Marcillac 33860 VAL-DE-LIVENNE</b>
<b>Sur un terrain sis à :</b>	<b>85 Route Marcelle Feysan Marcillac 33860 VAL-DE-LIVENNE 267 AH 13</b>
<b>Nature des Travaux :</b>	<b>Modification de facade</b>

**Le Maire de la commune de Val de Livenne**

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 26/11/2025 par Madame [REDACTED],

Vu l'objet de la demande

- pour une modification de facade ;
- sur un terrain situé 85 Route Marcelle feysan - Marcillac – 33860 VAL-DE-LIVENNE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marcillac approuvé le 27 février 2013, mis en compatibilité le 23 septembre 2020,

Vu l'avis réputé favorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine

Vu le règlement de la zone UA du PLU,

## ARRETE

### Article 1

Il n'est pas fait opposition à la présente Déclaration Préalable.

Val de Livenne, le

*16 février 2026*

Le Maire,  
Philippe LABRIEUX

*[Signature]*

Envoyé en préfecture le 16/02/2026

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Reçu en préfecture le 16/02/2026

Publié le

ID : 033-200083830-20260216-ARVDL\_1140-AR

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification administrative.**  
administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. L'affichage doit être maintenu pendant toute la durée du chantier.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.